



**LETTRE D'ACCORD STANDARD ENTRE
LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET
L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
CONCERNANT LA REALISATION DU PRODUIT 3.1 DU PROJET DU PNUD
00127581 – «UNDP SERVICE OFFER TO COVID-19 IN SAO-TOME AND
PRINCIPE»
LORSQUE LE PNUD FAIT FONCTION DE PARTENAIRE DE REALISATION**



Madame le président de l'Institut National de la Statistique,

1. J'ai l'honneur de me référer aux consultations qui ont eu lieu entre les représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (ci-après dénommé « le PNUD ») à São Tomé e Príncipe et les représentants de l'Institut National de la Statistique en ce qui concerne la fourniture de services par ce dernier en vue de la réalisation du projet 00127581 - UNDP Service Offer to COVID-19 in Sao-Tome and Principe (Output 3), ainsi qu'il est énoncé à l'appendice 1 : Document de projet (Plan de Travail Annuel -AWP 2020), pour lequel le PNUD a été choisi comme partenaire de réalisation.
2. Conformément au Document de projet (AWP 2020) et aux conditions énoncées ci-après, nous confirmons notre accord pour la mise en œuvre par l'Institut National de la Statistique aux fins de la réalisation projet, des activités ainsi qu'il est énoncé à l'appendice 2 : Description des activités (ci-après dénommé les « Activités »). D'étroites consultations auront lieu entre l'Institut National de la Statistique et le PNUD sur tous les aspects desdites Activités.
3. L'Institut National de la Statistique endosse l'entière responsabilité de la mise en œuvre de toutes les Activités, avec la diligence et l'efficacité requises et conformément à ses Règlement financier et Règles de gestion financière.
4. Dans la mise en œuvre des Activités prévues en vertu de la présente Lettre d'accord, le personnel et les sous-traitants l'Institut National de la Statistique ne doivent à aucun égard être considérés comme des salariés ou des agents du PNUD. Le PNUD décline toute responsabilité concernant les réclamations fondées sur des actes ou des omissions l'Institut National de la Statistique ou de son personnel, ou de ses prestataires ou du personnel desdits prestataires, résultant de l'accomplissement des Activités, ou concernant toute plainte en cas de décès, dommages corporels, invalidité, dégâts matériels ou d'autres risques encourus par l'Institut National de la Statistique et son personnel dans le cadre du travail accompli pour le projet.
5. Les sous-traitants, y compris les ONG sous contrat avec l'Institut National de la Statistique travaillent sous la supervision du représentant désigné l'Institut National de la Statistique. Ces sous-traitants doivent rendre compte l'Institut National de la Statistique de la façon dont ils s'acquittent des fonctions qui leur ont été attribuées.
6. A la signature de la présente Lettre d'accord, le PNUD effectuera les paiements l'Institut National de la Statistique en respectant le calendrier des paiements figurant à l'appendice 3 : Echancier des services, facilités et paiements (les détails des échanciers des services sont dument rapportés dans le chronogramme convenu avec l'Institut National de la Statistique et figurant également dans l'appendice 3 de la présente Lettre d'Accord).
7. L'Institut National de la Statistique ne doit prendre aucun engagement financier et n'engager aucune dépense qui résulterait en un dépassement du budget pour la mise en œuvre des Activités, tel qu'il est énoncé dans l'appendice 3. L'Institut National de la Statistique doit consulter périodiquement le PNUD sur l'état et l'emploi des fonds et informer promptement le PNUD chaque fois qu'il/elle aura connaissance d'une insuffisance du budget pour les Activités risquant de compromettre la pleine réalisation du projet, conformément à l'appendice 2. Le PNUD n'est en aucun cas tenu d'allouer des fonds à l'Institut National de la Statistique ni de rembourser les frais par lui engagés en sus du budget total tel qu'il figure dans l'appendice 3.
8. L'Institut National de la Statistique doit soumettre un rapport financier pour le trimestre concerné. Ce rapport sera soumis au PNUD par l'intermédiaire du Directeur de pays du PNUD ou du Représentant résidant du PNUD dans les 30 jours à compter de ces dates. Il sera présenté conformément au format standard pour les rapports des dépenses du PNUD, dont un modèle est fourni par l'appendice 4. Le PNUD inclura le rapport financier de l'Institut National de la Statistique dans le rapport financier du projet projet 00127581 - UNDP Service Offer to COVID-19 in Sao-Tome and Principe.

9. L'Institut National de la Statistique doit remettre un rapport final dans les 30 jours suivant l'achèvement ou la cessation des Activités. Ce rapport comprendra la liste du matériel durable acquis par l'Institut National de la Statistique et les pièces justificatives et registres y afférents concernant les Activités, conformément à ses Règlement financier et Règles de gestion financière.

10. Les Parties doivent veiller à ce que toutes les questions qui ne sont pas expressément couvertes par la présente Lettre d'accord soient tranchées conformément aux dispositions appropriées du Document de projet (AWP 2020) et de ses révisions et conformément aux dispositions applicables des Règlement financier et Règles de gestion financière de l'Institut National de la Statistique et du PNUD.

11. Les modalités décrites dans la présente Lettre d'accord demeureront applicables jusqu'à l'achèvement des Activités de l'Institut National de la Statistique conformément aux dispositions de l'appendice 2, ou jusqu'à la résiliation de la présente Lettre d'accord effectuée par écrit (avec 30 jours de préavis) par l'une ou l'autre des parties. Le calendrier des paiements figurant à l'appendice 3 continue de s'appliquer tant que l'Institut National de la Statistique continue de s'acquitter de ses obligations, sauf notification contraire donnée par écrit à celui-ci par le PNUD.

12. Tout solde de fonds non déboursés et non engagés après la fin des Activités doit être restitué au PNUD dans les 90 jours.

13. Tout amendement à la présente Lettre d'accord doit être établi par écrit, avec le consentement mutuel des parties.

14. Toute correspondance ultérieure concernant la présente Lettre d'accord, autres que les lettres d'accord signées et amendements y afférents, doit être adressée à Mme Katarzyna Wawiernia, *Représentant résidant du PNUD*, Représentation du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Avenue des Nations Unies, B.P.109, São Tomé e Príncipe.

15. L'Institut National de la Statistique doit informer le Représentant résidant du PNUD de toutes les actions qu'il entreprend dans le cadre de l'exécution des dispositions de la présente Lettre.

16. Le PNUD peut suspendre intégralement ou partiellement l'application du présent accord, moyennant un préavis écrit, dans le cas où des circonstances nouvelles mettraient en péril la bonne réalisation des Activités.

17. Tout différent entre le PNUD et l'Institut National de la Statistique découlant de la présente Lettre d'accord ou ayant trait à celle-ci qui ne pourrait être réglé par la négociation ou par tout autre mode de règlement sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre partie, un tribunal d'arbitrage composé de trois membres. Chaque parti désignera un arbitre, et les deux arbitres ainsi désignés nommeront un troisième arbitre qui présidera le tribunal. Si, quinze jours après la désignation des deux premiers arbitres, le troisième arbitre n'est pas nommé, l'une ou l'autre partie pourra demander au Président de la Cour internationale de justice de nommer le troisième arbitre. Le tribunal établira son règlement intérieur, deux arbitres constituant le quorum à toutes fins, et les décisions seront prises sur accord de deux arbitres. Les dépenses afférentes au tribunal, évaluées par ce dernier, seront à la charge des deux parties. La sentence arbitrale sera motivée et sans appel et aura force exécutoire pour les deux parties.

18. Si les dispositions qui précèdent recueillent votre agrément, je vous saurais gré de bien vouloir signer et renvoyer deux exemplaires de la présente Lettre à notre bureau. Votre acceptation constituera la base de la participation de l'Institut National de la Statistique à la réalisation du projet.

Veillez agréer, Votre Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Pour le PNUD

Joseph Oji
Nom et titre : Joseph Oji, Représentant Résidant intérim du PNUD

Date : 20 Juillet 2020

Pour l'Institut National de la Statistique

Nom et titre : Elsa Maria Cardoso

Date : 20 Juillet 2020



Appendice 1

DOCUMENT DE PROJET (AWP 2020)



Annual Work Plan (AWP) – 2020

Project Title: UNDP Service Offer to COVID-19 in Sao-Tome and Principe

Project ID: 00127581

Output ID: 00121496

Implementing Partner: UNDP

StartDate: 1 April 2020

End Date: 30 November 2020

Brief Description

Sao Tome and Principe has now recorded a total of about 8 COVID-19 cases while tests are being carried out. With more tests now being carried out, this number is likely to rise in line with happenings in all neighboring countries and in Portugal, which remains the main gateway to reach the islands of Sao Tome and Principe by air. From the beginning, the country's status as one of the regional tourist destinations made it a prime target. Also, it is assumed that a number of asymptomatic cases might be already spreading the disease in the country and that led the government to introduce a wide range of mitigation measures to limit a potential spread (closing of schools, bars, events, etc.) even in the absence of a confirmed case. Given that Sao-Tome and Principe is both a Least Developed Country (LDC) and Small Island Developing State (SIDS) with a fragile and externally dependent economy, the country is likely to be disproportionately and more severely affected by this pandemic, potentially touching all spheres of its society. Preliminary estimates done by the UNDP CO assess between 6 to 10% loss of GDP growth this year. The IMF estimates that a minimum of 15 million USD is needed on both the health and economic fronts as an immediate mitigation measure. That would limit GDP losses to -5%. UNDP's support through this response plan will be within the framework of UNCT's collective response and will complement ongoing efforts by the Government and other partners on the ground. UNDP's collaborative efforts within the UNCT also includes leading the Duty of Care process, sundry administrative and logistics enablement and support to WHO COVID-19 response supplies and equipment procurement.

Proposed response and reprogramming.

The country office is adopting a multi-pronged response plan.

1. UNDP CO is supporting CCM in requesting to the GF 417.575\$US, for the national response plan – to be used mainly for the procurement and distribution of equipment and supplies for the prevention of COVID-19 including testing equipment, medicines, soap, alcohol, respirators, home kits just to mention some. UNDP is also planning to support the Government through a partnership with the national security forces, to carry out critical response functions including disinfecting key facilities like markets, schools, hospitals, government buildings, ports (50,000\$US) to be scaled up depending on additional resources availability.
 - a. UNDP CO submitted a 250,000\$US request for Country Allocation of UNDP COVID-19 Rapid Response Facility Resources for L3 COVID-19 Crisis. Mostly to support in the Procurement and distribution of anti-COVID-19 supplies, in form of 150 oxygen concentrators, based on the UNDP's COVID-19 Health Product list aligned with WHO guidelines

A handwritten signature in the bottom right corner of the page.

2. To promote inclusive and integrated crisis management and multi-sectoral responses, UNDP CO is planning to support Business Continuity of the Government by supplying essential Government officials (Ministers, Directors, etc.) with unlimited internet connectivity including zoom licenses (including some capacity building activities) to safeguard their responsiveness in case of total lockdown in the country (30.000\$US). UNDP CO is also supporting the Government to create a multisectoral national coordination mechanism to respond to the crisis in a coherent and coordinated way across all affected sectors (3,500\$US). This will also include support in activating the local committees for risks and catastrophes management (CONPREC) (10,000\$US). This work will be complemented by supporting, in coordination with WHO, UNFPA and UNICEF, a wide communication and awareness campaign on COVID-19 including linkages to African Treaties (television and radio spots targeting the most vulnerable, use of social networks, including partnerships with telecommunication companies, setting up of free helplines, improved prices on their telecommunication and internet services, improve conditions of sale to protect public health (46,000\$US). UNDP CO will also support transparency at public and private levels through the establishment of information systems for market price control of essential goods, greening public management of mobilized resources, avoid political instrumentalization of events (50,000\$US).
3. In order to maximize the impact of the outreach campaign and as a measure that improve overall connectivity of isolated rural populations, UNDP intends to develop a digital inclusion programme to respond to low access to internet by the Santomean rural communities. Up to 10.000 inhabitants can be benefit from this programme, according to funds availability, in partnership with local internet service providers, with potential impact on education (home schooling), sanitary (ongoing UNDP-led, SDG funded Information Sanitary System) and financial inclusion levels of that population (400.000\$US).
4. To support STP to address the Socio-Economic impact of COVID-19 and also proffer mitigation measures to Government and other key stakeholders, UNDP CO is undertaking a socio-economic impact study of the crisis (40,500\$US) that will also inform an early recovery plan for the country. This is part of a comprehensive effort on the part of UNDP and the UN Country Team to support Government to put the country on the sound footing to build back better putting in place a resilient and responsive health system; an early recovery plan and an economic strategy that will stand this kind of shock in the future. The CO is planning to support the local private sector and in particular, promoting the participation of local companies in the response to the COVID-19 crisis through the establishment of an investment fund targeting COVID19 response products, such as soap, masks, hand-sanitizers, alcohol, mobile hand-washing facilities, which will be a mitigation against potential imported supply disruptions. The fund will also promote innovative services in the country such as home delivery and e-commerce solutions to reduce mobility. Additionally, UNDP will develop a parallel facility focusing on the recovery of the tourism sector and it's indirect sectors, deeply affected by the crisis, such as agriculture, fisheries and crafts. A programme of matching grants will be made available for the existing businesses in these sectors that will be encouraged to submit innovative proposals that create jobs and income. The CO estimates an overall financing need of 1,020,000\$US. There is an existing TRAC 2 Youth Entrepreneurship Program with an 800,000\$US challenge fund and 30,000\$US from a specific budget line from a GEF project that can be immediately activated to this end. The CO is also advising the Government and other partners on how to expand the current social protection scheme and safety nets to cater for the fragile groups newly emerging from the economic crises to enhance social cohesion. This will be done by also sharing with the Government best practices in the domain from other countries, particularly SIDS. Other planned measures include advising the Ministry of Finance on dislocating some densely

populated markets, further improving social distancing which will help in reducing person to person infections. Support in this area will also involve helping to identify storage facilities for emergency food and medicines. The CO is also planning to work with Government, IFIs and Banks to establish a credit line to support the private sector particularly companies which will be forced to close because of COVID-19. That will include suspension and reschedule of the taxes due to the State as well as the debt payments to Banks. Finally, support will be provided on procedures to support a context of outright lockdown so the government as well as the economy and social fabric do not suffer a total paralysis.

5. The CO COVID Response also includes the protection and promotion of Human Rights during the Covid-19 pandemic, including the production of a report on the assessment of violations and its dissemination in social networks and public communication bodies. Some elements of Public Finance Management will also be addressed.
6. Following the finalization of the UNCT BCP, UNDP CO activated its own plan (that includes all but essential staff currently working from home) providing internet access to all staff to allow telecommuting without hampering productivity (23,750\$US). Other measures adopted in line with all staff welfare and our duty of care include provision of sanitary products and services in the office (2,500\$US), medical kits with essentials medicines and PPE (30.000\$US), and regular sharing of COVID-related awareness information.

<u>Contributions</u> UNSDPF (2016–2021): UNDP SP (2018–2021): Signature Solutions 2 and 3 CPD (2016–2021): Outputs 1.1,2.3, 3.1,3.2 Indicator: Gender Maker Scores: GEN2	Total resources required:	2,506,972.87 USD	
		Global Fund /RRF	876,551.07
		UNDP COVID response	300,000
		UNDP Management	56,250
		TRAC 1	140,000
		TRAC2	620,000
		GEF	31,671.8
		Govt of STP	70,000
	Unfunded:	212,500	

Approved by:

p.p

KATARZYNA
WAWIERNIA

20 July 2020

Signature

UNDP Resident
Representative

Date

RESULTS AND RESOURCES FRAMEWORK

EXPECTED OUTPUTS	PLANNED ACTIVITIES	TIMEFRAME				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET		
		Q1	Q2	Q3	Q4		Funding	Budget Description	Amount (USD)
<p>Output 1: <u>Health systems strengthened</u> to respond to COVID-19</p> <p>Gender Marker Score: 2</p> <p><i>Indicator 1.1 (s):</i> Quantities of different supplies provided Baseline: 0 Target 2020: 150 oxygen concentrators and PPE availability</p> <p><i>Indicator 1.2:</i> Number of MoH Health professionals trained. Baseline:0 Target 2020: 50</p> <p><i>Indicator 1.3:</i> Number of public structures disinfected. Baseline: 0 Target 2020: 100</p>	<p>1.1. Procurement and distribution of anti-COVID-19 supplies, including testing equipment, PPE, Oxygen concentrators, labo needs just to mention some:</p> <p>(i) Definition of procurement needs</p> <p>(ii) Negotiation with PNUDHQ's and GF for funds approval</p> <p>(iii) Procurement and distribution of materials</p>					UNDP/MOH	GF/RRF	Procurement, transportation, distribution of items to tackle COVID-19 pandemic in STP	317,793 (GF) +195,000 (RRF) = 512,793
	1.2. Trainings to support MoH Health professionals including key hospital staff			X	X	UNDP/WHO	RRF	Trainings on Sanitation COVID-19 scenario	2,500
	1.3. Support the Government through a partnership with the national security forces to carry out critical response functions (disinfecting markets, schools, hospitals...):			X	X	UNDP/MOH/WHO / Home Office (CONPREC)	RRF	Training and logistics support of the security forces and Civil protection including a critical response to emergencies	15,000

RESULTS AND RESOURCES FRAMEWORK

EXPECTED OUTPUTS	PLANNED ACTIVITIES	TIMEFRAME				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET		
		Q1	Q2	Q3	Q4		Funding	Budget Description	Amount (USD)
<p><i>Indicator 1.4:</i> Number of Mental Health consultations done. Baseline:0 Target 2020: 1000</p> <p><i>Indicator 1.5:</i> Number of Health professionals recruited. Baseline: 0 Target 2020: 10</p> <p><i>Indicator 1.6:</i> Number of HIV/TB patients supported. Baseline: 132 Target: 450</p>	(i) Definition of project needs						(disinfection, community work etc)		
	(ii) Project support implementation								
	1.4. Mental Health project supporting MoH Health professionals and COVID-19 patients and families			X	X	UNDP/MoH	RRF	Contractual Services of Psychologist of STP, project validated by MoH	25,000
	1.5. Support and Recruit Health Professionals, nationals and iUNVs to support MoH to tackle COVID-19 response at different levels			X	X	UNDP/WHO/MoH	GF/ Canada Gov	Contractual Services of iUNV and MoH CHW's support	110,478 (GF) + 183,780.07 (Canada Gov)
	1.6. Food basket for the whole HIV and TB patients under social difficulties			X	X	UNDP/MoH	GF	MoH support under HIV and TB regular program	27,000

RESULTS AND RESOURCES FRAMEWORK

EXPECTED OUTPUTS	PLANNED ACTIVITIES	TIMEFRAME				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET		
		Q1	Q2	Q3	Q4		Funding	Budget Description	Amount (USD)
	Total Output 1							876,551.07	
<p>Output 2: <u>Inclusive and multi-sectoral crisis management and response to COVID-19</u></p> <p>Gender Marker Score: Output 2.1 <i>Indicator(s): Number of Government officials utilizing IT for teleworking</i> Baseline: 0 Target 2020:30</p> <p>Output 2.2 <i>Indicator(s): Number of rural communities</i></p>	<p>2.1 Support essential Government officials with internet connectivity at home to ensure business continuity in the case of total lock down:</p> <p>(i) Map the government essential officials from partner ministries</p> <p>(ii) Establish contracts with telecom companies</p> <p>2.2 Inclusive and multi-sectoral crisis management and response to COVID-19 in a coherent and coordinated way across all affected sectors, including activation of the local</p>		X	X			UNDP COVID response/RRF	Contractual Services - companies	30,000 + 1,000 (RRF)
			X	X					

RESULTS AND RESOURCES FRAMEWORK

EXPECTED OUTPUTS	PLANNED ACTIVITIES	TIMEFRAME				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET			
		Q1	Q2	Q3	Q4		Funding	Budget Description	Amount(USD)	
<p><i>benefiting from risk committees COVID-19 preventive actions</i> Baseline: 0 Target 2020: 50</p> <p>Output 2.3 <i>Indicator(s): N° of audio-visual materials produced and broadcasted</i> Baseline: 0 Target 2020: 50</p> <p><i>Indicator 2.4: Number of youths reached through campaigns</i> Baseline: 0 Target 2020: 50000</p>	<p>committees for risks and catastrophes management:</p> <p>(i) Support the community radios and national radios and television station with training and equipment</p>					COVID response / RRF	Communication & Audio Visual Equip Materials & Goods Contractual Services - Individual Professional Services	10.000(RRF)		
								1.500 (RRF)		
		<p>(ii) Rehabilitation of prison in terms of sanitary conditions.</p>					PNUD/Human Rights- MJAPDH	TRAC1	Contratual Service companies	70,000
							PNUD/Human Rights- MJAPDH	Govt (Cost Sharing)	Contratual Service companies	70,000

RESULTS AND RESOURCES FRAMEWORK

EXPECTED OUTPUTS	PLANNED ACTIVITIES	TIMEFRAME				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET		
		Q1	Q2	Q3	Q4		Funding	Budget Description	Amount (USD)
	<p>2.3 Support in coordination with WHO, UNFPA and UNICEF, a wide communication and COVID-19 awareness Campaign:</p> <p>(i) Support the Ministry of Youth to implement the outreach campaign that includes activities in rural and urban communities of all districts</p> <p>(ii) Support with equipment and personnel the country-wide outreach campaign on COVID19 targeting youth</p> <p>(iii) Support with equipment the government special communication task force on COVID19</p> <p>(iv) Production of audio spots, video contents in different local languages and interactive TV</p>		X	X		TRAC2	Contractual Services - Individual Professional Services Audio Visual & Print Prod Costs Contractual Services - companies Workshops Communication & Audio-Visual Equipment Materials & Goods	20,000	

RESULTS AND RESOURCES FRAMEWORK

EXPECTED OUTPUTS	PLANNED ACTIVITIES	TIMEFRAME				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET		
		Q1	Q2	Q3	Q4		Funding	Budget Description	Amount (USD)
	<p>shows on the prevention of COVID-19 aimed at the whole of society and support the broadcasting costs on the local TVs and radios</p> <p>(v) In Partnership with MJDE, purchase 20,000 pieces of soap and engage women groups for the distribution of, and awareness-raising on handwashing</p> <p>(vi) Production and distribution of 5 information billboards</p> <p>(vii) Production by local artists of 2 info mural in the two largest districts depicting COVID19 prevention measures</p>								
Total Output 2								202,500	

<p>Output 3: <u>Socio-economic impact assessment</u> of and recovery from COVID-19 (Suggested language: Measures to mitigate socio-economic impact of COVID-19 in place)</p> <p>Gender Marker Score: 2</p> <p>Output 3.1</p> <p><i>Indicator(s): N° of solutions for preparedness funded</i> Baseline: 0 Target 2020: 15</p> <p>Output 3.2</p>	<p>3.1 Undertake a socio-economic impact study of COVID-19 that will also inform an early recovery plan for the country:</p> <p>(i) Conduct a multi-sectoral economic analysis (private, informal, etc.) to identify the specific impacts of the crisis on them.</p> <p>(ii) Conduct a gender-balanced mapping of vulnerable populations and identify inequalities, gaps, and capacities to inform the priorities of the preparedness and response plans.</p> <p>(iii) Ensure dedicated consultations and discussions with vulnerable women's groups (female headed households, widows) Recruitment of a group of consultants to translate analysis into specific policy advisory/action options for Government's consideration</p> <p>(iv) Publication and dissemination of the analysis</p>		X				TRAC1	Contractual service Publications	40,000
<p><i>Indicator(s): N° of solutions for private sector recovery funded</i> Baseline: 0 Target 2020: 20</p>	<p>3.2 Support the local private sector and especially the tourism sector, through the establishment of an investment fund targeting COVID-19 response products and innovative services in the country such as home delivery and e-commerce solutions to reduce mobility.</p> <p>(i) Create mechanisms to manage awards in partnership with the Ministry of Youth</p> <p>(ii) Launch the challenge, analyse and select best proposals</p> <p>(iii) Follow-up the awards implementation</p>		X	X	X	MJDE	TRAC2 COVID response/ TRAC2	awards awards	600,000. 300.000

<p>Output 3.3</p> <p><i>Indicator 1: N° of measures/schemes supported</i> Baseline: 0 Target 2020: 2</p> <p><i>Indicator 2: N° of farmers benefiting from production-enhancement</i> Baseline: 0 Target 2020: 10</p>	<p>(iv) Develop contents for disseminating results and best practices</p> <p>3.3 Develop a challenge fund for the recovery of the tourism sector and its indirect sectors</p> <p>(i) Create mechanisms to manage awards in partnership with the Ministry of Youth, Ministry of Tourism and Tourism associations</p> <p>(ii) Launch the challenge, analyse and select best proposals</p> <p>(iii) Follow-up the awards implementation</p> <p>(iv) Develop contents for disseminating results and best practices</p>									
	<p>3.4 Advise the Government and partners on how to expand the current social protection scheme and safety nets to cater for the fragile groups newly emerging</p> <p>(v) Support to the government in identifying the groups being negatively affected by the crisis with particular attention to the tourism sector, and the best tools/measure to reach them with temporary unemployment and income subsidies for both the formal and informal workers</p> <p>(vi) Support to develop other measures to support the private sector in the immediate and during the recovery in order to protect and expand current employment</p>		X	X	X	MPFBE	RBA reg prog			
					MADR	GEF/UNDP	Develop support programme for food security during and after the crises			
					Private sector	UNFUNDED/GAP	Contractual services Equipment		31,671.8	400,000

	(vii) Support the Ministry of Agriculture COVID Response programme, focusing on food security									
	(viii) Increase digital inclusion of rural population with impact in economic, sanitary and financial inclusion levels									
Total Output 3										1,371,671.80
Output 4: <u>Contribute to the UN Inter-Agency Contingency Plan to respond to COVID19</u> Gender Marker Score: 0	4.1. Support staff to work from home and also keep staff fully abreast of COVID-19 related developments: (i) Provide all staff with routers with internet to enable them to work from home (ii) Provide Finance and General services staffs with multi-functional printers	X	X	X	UNDP	Management	Contractual services companies			10,750
Output 4.1 <i>Indicator(s): Number of routers purchased</i> Baseline: 0 Target 2020: 20?	4.2. Adopt measures in line with staff welfare and our duty of care include provision of sanitary products in the office: (i) Providing staff with regular information about COVID-19 and ensure care is provided to the extent possible (ii) Providing all staffs with Alcohol Gel and roll of papers for hand sanitation and safety (iii) Installation of two lavatories at the entrance of the building and providing soaps for handwashing (iv) Providing staff with medical kits with essentials medicines and PPE	X	X	X	UNDP	Management	(ii) –USD 1,000 (iii) –USD 1,500 (iv) –USD 30,000			32,500
Output 4.2 <i>Indicator(s): N° of webinars and learning sessions held</i> Baseline: 0 Target 2020: 10										

	(v) Organizing learning sessions focusing on tips on how to ensure productivity while working from home								
	4.3. Provide internet connectivity enabling relevant staff to telecommute without hampering productivity, and regular sharing of COVID-related awareness information: (i) Provide internet access at home to essential staff	X	X	X	UNDP	Management	Contractual services	13,000	
	Total Output 4								56,250
TOTAL									2,506,972.87

CPA



Appendice 2

DESCRIPTION DES ACTIVITES



Numéro du projet :00127581 Titre du projet : *UNDP Service Offer to COVID-19 in Sao-Tome and Principe*

JUSTIFICATION ET RATIONALE

L'apparition du nouveau coronavirus en décembre 2019 dans la province de Hubei en Chine et sa propagation rapide à presque tous les coins du monde ont contraint l'Organisation mondiale de la santé à déclarer la COVID-19 comme pandémie le 11 mars 2020, indiquant plus de 10 000 000 de cas de maladie à coronavirus dans plus de 200 pays et territoires dans le monde et le risque soutenu d'une nouvelle propagation mondiale.

Sao Tomé-et-Principe a enregistré à ce jour 712 cas de COVID-19 avec un niveau élevé de transmission. Pour ralentir la pandémie, le gouvernement a commencé à prendre des mesures précoces à la fin mars 2020 et, depuis lors, il a intensifié un large éventail de mesures d'atténuation (fermeture d'écoles, de bars, d'événements, suspension des vols, couvre-feux nocturnes, etc).

En tant que petit État insulaire en développement, Sao Tomé-et-Principe se caractérise par un contexte socio-économique qui reste fragile et dépend largement de l'APD pour la plupart des dépenses publiques et sa croissance économique. On estime que 97 % des investissements publics dépendent de l'aide extérieure. L'économie est encore largement non diversifiée et repose essentiellement sur le commerce et les services (70 % du PIB), le tourisme représentant à lui seul 65 % des exportations totales, tandis que les recettes d'importation représentent 60 % du budget de l'État (hors investissements). Le reste des exportations est principalement constitué de cacao et, dans une moindre mesure, de café et de quelques épices.

Malgré sa sortie du statut de PMA prévue en 2024, la croissance économique a été lente ces dernières années (2,7 % en moyenne selon le FMI), ce qui, combiné à une réduction importante des dons et des déboursements de prêts extérieurs (de 16 et 8 % du PIB à 12 et 4,4 % respectivement entre 2015 et 2018), a mis le pays en difficulté avec une dette accumulée de plus de 90 % du PIB (FMI) et une dette publique intérieure et extérieure très limitée. Les revenus des transferts de fonds ont atteint en moyenne 5 % du PIB de 2010 à 2018. Le pays dispose actuellement de réserves internationales nettes équivalent à seulement 3 mois d'importations, malgré une économie extrêmement ouverte qui dépend du commerce mondial pour la plupart de ses produits et services.

En ce qui concerne le développement humain, des progrès significatifs ont été réalisés dans les indicateurs de santé et d'éducation (critères d'obtention du diplôme). La valeur de l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de STP est passée de 0,542 à 0,609 entre 2010 et 2019, ce qui le place au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (ASS) (0,537), mais en dessous de la moyenne des pays du groupe de niveau moyen du développement humain (0,645). La forte progression de l'IDH du pays est largement attribuable à l'augmentation de l'espérance de vie moyenne, à la réduction de la mortalité infantile et à l'augmentation du nombre d'années de scolarité. L'espérance de vie à la

naissance est passée de 65,9 à 66,8 ans, le taux de mortalité infantile a diminué de 33,5 à 25,2 (pour 1 000 naissances vivantes), et le nombre d'années de scolarisation attendues et le nombre moyen d'années de scolarisation ont augmenté de 10,6 à 12,5 et de 4,9 à 6,3, respectivement.

Le secteur de la santé est encore fragile dans sa partie préventive et curative. La composante santé communautaire est faible et il n'existe pas de soins de santé dispensés par des tiers au niveau national. Avant cette pandémie, le pays ne disposait que de 4 lits de soins intensifs et toutes les maladies compliquées sont évacuées au Portugal. Cependant, plus des deux tiers de la population du pays sont pauvres, vivant avec moins de 3,2 USD par jour, dont un tiers vit dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,9 USD par jour (HS 2010). 71,3 % des ménages pauvres sont dirigés par des femmes et la grande majorité d'entre elles sont des mères célibataires peu instruites et disposant de faibles revenus. La situation tend à être encore plus grave dans les quartiers informels, où l'on estime que plus de 80 % de la population vit (Banque mondiale, 2014).

C'est dans ce contexte d'extrême fragilité socio-économique qu'une évaluation et une compréhension complètes des défis que la crise pandémique pose à Sao Tomé-et-Principe pour le développement et le redressement actuels et à long terme, ainsi que pour la réalisation des SDG, sont nécessaires afin que l'équipe de pays des Nations unies puisse apporter une réponse éclairée en matière de coopération au développement.

IMPACT ATTENDU

Sur la base des données et de l'expérience de la pandémie dans l'hémisphère nord, l'OMS estime que 30 % de la population de Sao Tomé-et-Principe pourrait être touchée par le coronavirus, avec environ 10 000 personnes nécessitant des soins de niveau hospitalier et 1 500 nécessitant des soins intensifs qui ne sont pas disponibles au niveau national aujourd'hui.

La capacité limitée du système risque d'être rapidement surchargée, avec un impact supplémentaire sur les autres soins de santé, la lutte contre d'autres maladies transmissibles et non transmissibles ayant un impact plus important sur les plus vulnérables, les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques et celles qui ont déjà accès aux services de santé. En outre, en raison de la rareté des équipements de protection individuelle (kits EPI) pendant la crise pandémique, il existe un risque réel qu'une partie du personnel de santé déjà limité soit également touchée, ce qui aggraverait encore la réponse sanitaire.

Depuis le 24 mars, les 209 écoles du pays ont été fermées à titre préventif, maintenant près de 30 000 enfants et adolescents à la maison. Plus de 100 écoles manquent d'eau et de conditions d'hygiène de base. Les enfants les plus vulnérables n'ont actuellement pas accès au soutien alimentaire du PNASE (Programme national d'alimentation et de santé scolaire) en raison de la fermeture des écoles.

La situation devient particulièrement critique dans la mesure où, outre le coût probable en vies humaines de la pandémie et de l'interruption de l'année scolaire, les secteurs économiques qui sont particulièrement touchés dans le monde entier sont le tourisme, le transport et le commerce, qui sont précisément ceux qui soutiennent le tissu socio-économique de Sao Tomé-et-Principe. En outre, les perturbations potentielles ou la demande excessive de certaines chaînes mondiales, comme pour les médicaments ou les denrées alimentaires, combinées à la nature discontinue du système d'approvisionnement du pays ou du système d'approvisionnement des îles basé sur le

transport maritime et aérien, sont susceptibles de se manifester par des pénuries à certains moments et par l'inflation.

São Tomé e Príncipe est donc susceptible d'être touché de manière disproportionnée et plus grave par cette pandémie, qui pourrait toucher toutes les sphères de sa société.

L'effet de ruissellement du commerce aura un impact significatif en termes fiscaux, car la plupart des recettes sont collectées au niveau des douanes. Ainsi, les recettes fiscales seront affectées négativement par la diminution du volume des importations et, surtout, par la baisse des prix des matières premières (pétrole). D'autre part, le secteur du tourisme, fortement touché par la pandémie, se traduira également par des pertes importantes de recettes pour l'État, en plus des difficultés générales auxquelles les entreprises devront faire face en termes de trésorerie pour remplir leurs obligations fiscales ainsi que de paiement des travailleurs, avec des implications en termes de pertes d'emplois.

Selon l'observatoire de l'OIT, le nombre d'heures travaillées devrait diminuer de 6,7% au niveau mondial, soit environ 305 millions d'emplois qui pourraient être perdus en 2020 dans le monde, en raison de la pandémie. Dans le contexte de Sao Tomé-et-Príncipe, en général, le taux de chômage a légèrement diminué entre 2004 et 2012, passant de 16,4 % à environ 14 %. Les projections de l'OIT situent le taux de chômage à plus de 15 % et le taux de sous-emploi à plus de 60 % en 2019. Avec la pandémie, les activités de production et de services devraient diminuer, avec des risques élevés de pertes d'emplois et de revenus.

Les estimations préliminaires du bureau national du PNUD évaluent entre 7 et 10 % de perte de croissance du PIB cette année. L'évaluation préliminaire du FMI estime qu'un minimum de 15 millions de dollars US est nécessaire sur le front sanitaire et économique comme mesure d'atténuation immédiate. Cela permettrait de limiter les pertes de PIB à -5%.

OBJECTIF DU TRAVAIL

L'expérience de précédentes épidémies comme celle d'Ebola en Afrique de l'Ouest a clairement montré que l'interruption des services sociaux et l'effondrement économique ont finalement fait plus de victimes que l'infection. Cela n'aurait pas dû se produire, et cet aspect critique doit être pleinement pris en compte dans la réaction à toute épidémie ou pandémie.

En effet, l'ampleur de l'impact socio-économique du coronavirus (COVID-19) sur l'économie de Sao Tomé-et-Príncipe et sa population est encore très peu connue pour éclairer toute conception, mise en œuvre, suivi, rapport et évaluation de politiques et de programmes. Il est donc nécessaire et urgent de rassembler les preuves pertinentes sur l'impact potentiel de cette pandémie sur les groupes les plus vulnérables (femmes, jeunes, personnes âgées, enfants et personnes handicapées) et sur le secteur informel.

Afin de rassembler ces preuves, 3 enquêtes rapides devraient être menées par l'INE, afin d'alimenter le rapport SEIA avec des données primaires sur les impacts de COVID-19 sur les ménages, le secteur formel et informel dans les PTS. Ces données permettront également d'éclairer les interventions de réponse et de rétablissement des partenaires de développement et des autorités gouvernementales, notamment en ciblant mieux les populations et les groupes les plus touchés par la pandémie, pour un soutien immédiat et à plus long terme. Les informations

généérées serviront également à alimenter le débat public général sur l'impact socio-économique de COVID-19 dans le pays.

LES RESPONSABILITÉS ET DESCRIPTION DU TRAVAIL PROPOSÉ

Comme mentionné, l'ampleur de l'impact socio-économique du coronavirus (COVID-19) sur l'économie et la population de Sao Tomé-et-Principe, en particulier les groupes les plus vulnérables et le secteur informel, est très mal connue. Pour combler cette lacune, des enquêtes rapides seront menées pour aider à rassembler les preuves pertinentes sur l'impact potentiel de cette pandémie sur les groupes les plus vulnérables (femmes, jeunes, personnes âgées, enfants et personnes handicapées) vivant dans des établissements informels et une partie du secteur économique informel. On attend de cette analyse qu'elle identifie les voies de redressement socio-économique qui intégreront des réponses politiques et programmatiques pour aider cette population ciblée.

En fin de compte, cet exercice permettra de mieux comprendre qui est actuellement et/ou est susceptible d'être touché, de quantifier l'éventail des besoins et des lacunes en matière de ressources, d'identifier les lacunes dans la fourniture et l'accès aux services, et les interventions ciblées nécessaires pour réorganiser et éventuellement transformer l'économie tout en augmentant la résilience des communautés et la cohésion sociale dans l'immédiat et à plus long terme dans le véritable esprit des SDG, qui consiste à ne laisser personne derrière.

En suivant le cadre de l'UNDS, les enquêtes devraient :

- Mettre l'accent sur le profil socio-économique des groupes les plus vulnérables (par exemple, les femmes, les jeunes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les chômeurs, les résidents des établissements informels et/ou vivant dans les "roças", etc ;
- Révéler le degré d'impact sur les communautés et les segments vulnérables de la population, tels que les femmes et les jeunes, et les implications pour la réalisation des dimensions sociales des SDG et des mesures nécessaires pour accroître la marge de manœuvre et les capacités fiscales pour traiter ces questions ;

TRAVAIL DEVANT ETRE ACCOMPLI PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

1. Elaborer la méthodologie d'enquête pour mener un sondage sur l'impact de la pandémie sur les ménages, l'économie formelle et informelle
2. Préparer le calendrier du sondage et un budget complet
3. Préparer les questionnaires de l'enquête en coopération avec les agences des Nations Unies et la BM
4. Elaborer le manuel d'enquête
5. Formuler et développer un programme de formation à l'intention des équipes qui exécuteront les enquêtes

6. Organiser et exécuter 2 enquêtes représentatives des niveaux national et des districts pour évaluer l'impact de la pandémie sur les ménages, l'économie formelle et informel
7. Assurer le tamisage et le traitement des données
8. Préparer les tableaux d'enquête et entreprendre une analyse de base des résultats

ORGANISATION DES ENQUÊTES STATISTIQUES

L'Institut National de la Statistique (INE) sera chargé d'organiser et de mener 2(deux) enquêtes représentatives nationales pour évaluer l'impact de la pandémie sur les ménages, l'économie formelle et informelle. Prenant en compte que la Banque mondiale est déjà en discussion avancée avec l'INE sur l'enquête des ménages, les autres agences des Nations Unies (dont le PNUD) compléteront simplement cette enquête par toutes les questions supplémentaires qu'elles pourraient voir pertinentes, mais sans changer la structure globale tout en veillant à ce que l'enquête reste techniquement gérable.

Trois petits groupes techniques entre l'INE et les agences des Nations Unies intéressées seront organisés pour finaliser les trois enquêtes. Il est également attendu à ce qu'un petit groupe de communication soit créé pour concevoir et mettre en œuvre des activités de communication visant à assurer le succès des enquêtes rapides (qui seront menées par l'INE par téléphone) avec la plupart des personnes ciblées qui participent à l'enquête.

Résultats devant être obtenus par l'Institut National de la Statistique

L'impact socio-économique du COVID-19 est pris en compte et des mesures d'atténuation sont proposées au gouvernement et à d'autres parties prenantes clés par le biais d'une étude d'impact socio-économique de la crise qui est également informée d'un plan de relance rapide pour le pays.



Appendice 3

Échéancier des services, facilités et paiements



PRODUITS ESCOMPTÉS DU PLAN DE PAYS ET INDICATEURS AVEC CIBLES ANNUELLES	ACTIVITÉS PRÉVUES <i>Dresser la liste de toutes les activités à entreprendre au cours de l'année en vue de l'obtention des produits</i>	Calendrier				Budget prévu		Calendrier des paiements à effectuer par le PNUD
		T1	T2	T3	T4	Description	Montant	T3
Output 3: Socio-economic impact assessment of and recovery from COVID-19 (Suggested language: Measures to mitigate socio-economic impact of COVID-19 in place) 3.1. Undertake a socio-economic impact study of COVID-19 that will also inform an early recovery plan for the country	Les fonds seront avancés au début des travaux et destinés à couvrir les coûts pour : i) Production d'instruments d'enquête (questionnaires, manuels, etc.) ii) Formation du personnel chargé de la collecte et des essais pilotes iii) Appui logistique pour la collecte des données (embauche de superviseurs, carburant, etc.) iv) Opération de collecte de données			X		74100- Professional Services	4.475,00	X (50% au début des travaux)
	Présentation/livraison des rapports finaux de l'enquête			X		74100- Professional Services	4.475,00	X (50% à la fin du travail)
Total							8.950,00	

Note :

- Les dépenses effectuées pour les services du personnel peuvent se limiter aux traitements, indemnités et autres prestations, y compris le remboursement de l'impôt sur le revenu et les frais de déplacement occasionnés par l'affectation au projet, les frais de déplacement en mission à l'intérieur du pays ou de la région du programme et les frais de rapatriement.
- Le PNUD sera tenu de fournir des services divers, tels que l'assistance administrative, les services de poste et de télégramme et le transport, qui pourront être requis par les membres du personnel de l'Institut National de la Statistique dans l'exercice de leurs fonctions.
- Des modifications peuvent être apportées à chaque section après consultation entre le PNUD et l'Institut National de la Statistique sous réserve qu'elles soient en conformité avec les dispositions du Descriptif de l'appui au programme ou du Document (AWP 2020) de projet et qu'elles soient considérées comme servant l'intérêt du projet.

Appendice 4

MODÈLE DE RAPPORT DES DÉPENSES DU PNUD

Période: (juillet-septembre)

Le montant total à verser à l'Institut National de la Statistique (INE) pour la réalisation des enquêtes s'élève à 8 950 USD, et sera utilisé comme expliqué dans le tableau de budget, tel que figure ci-dessus :

PRODUITS ESCOMPTÉS POUR LE PLAN DE PAYS ET INDICATEURS AVEC CIBLES ANNUELLES	ACTIVITÉS PRÉVUES <i>Dresser la liste de toutes les activités à entreprendre au cours de l'année en vue de l'obtention des produits</i>	Budget prévu		Paiements et dépenses		
		Description	Montant	Paiements reçus	Dépenses	Solde
Output 3: <u>Socio-economic impact assessment</u> of and recovery from COVID-19 (Suggested language: Measures to mitigate socio-economic impact of COVID-19 in place) Undertake a socio-economic impact study of COVI19 that will also inform an early recovery plan for the country	Les fonds seront avancés au début des travaux et destinés à couvrir les coûts pour : i) Production d'instruments d'enquête (questionnaires, manuels, etc.) ii) Formation du personnel chargé de la collecte et des essais pilotes iii) Appui logistique pour la collecte des données (embauche de superviseurs, carburant, etc.) iv) Opération de collecte de données	74100- Professional Services	4.475			
	Présentation/livraison des rapports finaux de l'enquête	74100- Professional Services	4.475			
		Total	8,950			